



C_2016_133

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Animation économique, ruralité et
agriculture

L'an deux mille seize, le trois novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

Objet de la délibération:
**SAFE Cluster -
Convention
d'objectifs et
attribution d'une
subvention pour
2016**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

La Dracénie doit s'inscrire dans une démarche économique d'excellence à travers la politique d'aménagement des zones d'activités ou l'aide à la création d'entreprises dans le cadre du dispositif pépinière/hôtel d'entreprises.

L'étude de développement territorial réalisée par la Communauté d'agglomération en 2012-2013 a identifié la filière risque-sûreté-sécurité comme domaine d'activité stratégique pour la Dracénie, en lien notamment avec la présence de la 1^{ère} base de défense de l'armée de terre mais aussi de l'implantation du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 83).

A ce titre, le pôle de compétitivité SAFE Cluster (Security and Aerospace actors for the Future of Earth), né en 2015 du rapprochement du pôle de compétitivité PEGASE et du pôle de compétitivité gestion des risques et vulnérabilité des territoires, peut accompagner la Communauté d'Agglomération Dracénoise dans la définition d'une stratégie de développement économique basée sur des technologies innovantes.

SAFE Cluster réunit une communauté de près de 600 membres, composée d'entreprises et d'organismes de recherche et de formation issus majoritairement des secteurs de la sécurité, de la protection environnementale et de l'industrie aéronautique et spatiale.

Avec près de 7% de croissance annuelle aussi bien en France que dans le monde, la filière de la sécurité présente une opportunité de développement majeure.

SAFE Cluster comprend 3 domaines d'activités stratégiques :

- La sécurité et la vulnérabilité ;
- L'intégration de solutions orientées vers les innovations en termes de produits et services dans le cadre de plate-formes ;
- Les industries d'excellence dans le cadre des plate-formes labellisées par SAFE au titre de différents programmes.

Le programme des plates-formes labellisées NPAS Network est composé de 4 plates-formes dont deux varoises : le Centre d'Etudes et d'Essais pour Modèles Autonomes (CEEMA) de Pourrières et le Technopôle de la Mer à Toulon.

Le projet de création d'une nouvelle plate-forme labellisée en Dracénie, avec une spécificité liée à l'Armée de Terre, permettrait d'élargir le réseau et offrirait ainsi un site d'expérimentation et de formation de référence pour les forces armées.

Par ailleurs, ce réseau fait l'objet d'une évolution dans le cadre d'un projet régional structurant « Système Factory » et est partie prenante des Opérations d'Intérêt Régional (OIR) portées par le Conseil Régional Provence Alpes Côtes d'Azur. Ainsi, la Dracénie pourrait-elle intégrer une OIR.

Il est donc proposé aux élus communautaires d'accorder une participation financière de fonctionnement au Pôle de compétitivité SAFE Cluster de 3 000€ pour l'année 2016 afin d'élaborer avec tous les partenaires concernés une feuille de route et d'inscrire la Dracénie dans un projet de plate-forme labellisée.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission mixte Développement économique et Numérique - Formation, insertion professionnelle, réunie le 7 septembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et l'association PEGASE, porteuse du sigle SAFE Cluster, ainsi que tout document y afférent ;
- approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association PEGASE

d'un montant de 3 000 € au titre de l'année 2016, imputation budgétaire : 6574-900

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

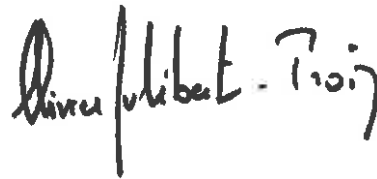
Reçu en préfecture le 09/11/2016

ID : 083-248300493-20161103-C_2016_133-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.